

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200F CFA

www.adiac-congo.com

N° 4494 JEUDI 27 AVRIL 2023

ÉNERGIE

La Snél face au déficit énergétique à Kinshasa

Le comité de gestion et le directeur général intérimaire de la Société nationale d'électricité (Snél) ont effectué, le 22 avril, une descente sur le site d'Inga afin d'en savoir un peu plus sur le déficit en énergie qui s'est créé. À l'issue du constat fait sur place, il en découle que les travaux de maintenance, la rareté des pièces de rechange et la panne de quelques groupes seraient à la base de cette situation malencontreuse.

Page 3

Une cabine de la Snél



SÉCURISATION FONCIÈRE

Lancement du projet Recapter



Les participants à l'atelier de lancement du projet Recapter

Le projet Renforcement des capacités des organisations de la société civile pour faciliter l'accès à la terre et pour réaliser un développement durable et égal (Re-

capter) vise à contribuer à l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives. Lancé récemment dans la ville de Lubumbashi, dans le Haut-Katanga, le projet

cherche à faire participer lesdites sociétés au développement humain, conformément aux objectifs de développement durable.

Page 3

DRAME

Controverse autour du meurtre de Fabrice Mfuamba

Le récent meurtre du président fédéral du parti Envol à Luiza, territoire situé dans la province du Kasai central, continue d'alimenter la chronique. Le parti Envol estime que ce meurtre cache des motiva-

tions politiques alors que certaines indiscretions allèguent que la victime aurait succombé à la suite d'une altercation avec un déséquilibré mental.

Page 2

INTERVIEW

Raïssa Malu : « La SST est un événement panafricain... »

La dixième édition de la semaine de la science et des technologies (SST) s'est déroulée, du 18 au 22 avril, à Kinshasa et à Mbanza-Ngunu, dans la province du Kongo central. Raïssa Malu, fondatrice de l'association à but non lucratif Investing in people, revient sur les ambitions de cet événement scientifique destiné à la jeunesse ainsi que sur les innovations enregistrées au cours des dix ans d'existence de la SST.



Raïssa Malu

Page 4

ÉDITORIAL

Clé du succès

Après le Championnat d'Afrique des nations (Chan), l'Algérie est à nouveau candidate pour abriter, du 29 avril au 19 mai, une autre grand-messe du football continental réservée cette fois aux moins de 17 ans. Alger, la ville dans laquelle les Diabes rouges joueront tous leurs matches de groupe, peut être un bon challenge pour le Congo qui retrouve la Coupe d'Afrique des nations (CAN) de la catégorie, dix ans après l'avoir quittée en 2013, au Maroc, le moral dans les chaussettes, suite à une raclée de 0-7 face au Nigeria.

Des changements ont été apportés au format de la compétition car c'est pour la première fois que douze sélections vont s'affronter. La génération des Diabes rouges a aussi changé. Et celle d'aujourd'hui se prépare à relever les défis les plus difficiles : inscrire leur nom au palmarès des nations qui ont déjà soulevé le prestigieux trophée ou, à défaut, obtenir leur qualification pour la phase finale de la Coupe du monde.

Mais à chaque fois que l'on se remémore la médaille de bronze remportée en 2011, au Rwanda, il y a des raisons d'être ambitieux et déterminés malgré l'absence d'un match de référence de préparation. Pour l'instant, le message de la concentration sur les objectifs à atteindre, véhiculé par le sélectionneur, est bien intériorisé. Le staff technique a joué un rôle important pour que règne une cohésion entre les locaux et les professionnels et que disparaisse tout complexe d'infériorité. Il ne reste plus à nos jeunes ambassadeurs que de rendre une meilleure copie sur le terrain afin de rehausser l'image du Congo ternie en janvier de cette même année quand l'équipe du Chan avait quitté le sol algérien sans gloire.

Pour aller le plus loin possible dans ce tournoi, les cadets congolais n'ont pas d'autres choix que d'étaler la même détermination à chaque match. Une farouche volonté de réussir est la clé pour s'extirper du groupe relevé dans lequel se trouvent l'Algérie, le Sénégal et la Somalie et foncer vers une deuxième qualification à la Coupe du monde après celle de 2011, au Mexique. Après tout, le ballon est rond pour tout le monde.

Le Courrier de Kinshasa

DRAME

Controverse autour du meurtre du président fédéral d'Envol/Kasai-Central

Le récent meurtre de Fabrice Mfuamba, président fédéral du parti Envol à Luiza, territoire situé dans la province du Kasai-Central, continue d'alimenter la chronique de ces dernières heures.

Dans les milieux de la formation politique proche de l'opposition, le meurtre de Fabrice Mfuamba n'est pas gratuit et cacherait des motivations politiques. Son leader, Delly Sessanga, pour sa part, a mis sur le dos des « partisans du pouvoir » l'assassinat du président fédéral de l'Envol Kasai-Central. Lors d'une conférence de presse tenue le 25 avril à Kinshasa, le président d'Envol n'est pas allé sur le dos de la cuillère. D'après lui, la victime aurait « payé le prix de son engagement, le refus de la compromission avec un pouvoir jugé décadent ». Sur le même ton, il a dénoncé ce qu'il a qualifié de « dérive dictatoriale d'un pouvoir qui veut à tout prix imposer une pensée unique ». Delly Sessanga a réitéré sa détermination à « poursuivre son combat pour une alternance au sommet de l'État ».

La version propagée par son parti est contredite



Fabrice Mfuamba

par d'autres sources qui allèguent le fait que la victime aurait succombé après une altercation avec un déséquilibré mental. Les mêmes sources attestent que Fabrice Mfuamba a été tué alors qu'il effectuait un retrait d'argent dans une cabine téléphonique. C'est sur ces entrefaites que son présumé meurtrier lui aurait roué de coups à l'aide d'une barre de fer. Une

version également partagée par le président des Forces patriotes RDC qui invite la population de Luiza et du Kasai-Central à demeurer vigilante et unie face à toute manipulation politicienne. Selon des sources concordantes, il nous revient que l'auteur de ce meurtre est déjà aux arrêts, présentement détenu à la prison de Luiza.

Alain Diasso

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Romonique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chef de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédaction en chef délégué : Quentin Loubou
Dorly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain
Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba

Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialo, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint : Elvy Bombete
Coordonnateur : Rachyd Badila

Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

ÉNERGIE

La Snél face au déficit d'électricité dans le pays

Il s'observe, depuis quelque temps, à Kinshasa et dans quelques provinces du pays un déficit dans la fourniture de l'énergie électrique avec, en toile de fond, des coupures intempestives et des délestages sévères.

Le comité de gestion et le directeur général intérimaire de la Société nationale d'électricité (Snél) ont effectué, le 22 avril, une descente sur le site d'Inga. À l'issue du constat fait sur place, il en découle que la baisse de la production énergétique à Kinshasa et ailleurs, dans l'arrière-pays, résulte de la panne de quelques groupes de la centrale hydroélectrique. À en croire une source proche de la direction de la Snél, l'arrêt de service constaté au barrage hydroélectrique d'Inga serait occasionné par les travaux de maintenance qui s'y déroulent, lesquels travaux sont rendus laborieux du fait de la rareté des pièces de rechange. «Il y a des travaux sensibles qui devraient se faire dans la journée. Il était impérieux de pouvoir approcher nos

équipes. Nous sommes satisfaits de la dynamique des Congolais qui sont ici et qui font un travail très impressionnant», a indiqué à la presse le directeur général, Eddy Lwamba. Il a ajouté que la Snél s'évertue, pour le moment, à récupérer la puissance sur l'énergie encore disponible à Inga.

Eddy Lwamba a assuré les abonnés de la Snél que tout est en train d'être fait pour surmonter la situation actuelle en répondant aux défis. «Il est vrai que la demande en termes d'électricité surpasse largement notre offre. Mais aujourd'hui nous sommes en train de voir par quel moyen nous pouvons améliorer nos conditions de travail », a-t-il déclaré.

Alain Diasso



Une cabine de la Snél

SÉCURISATION FONCIÈRE

Lancement du projet Recapter

Lancé récemment dans la ville de Lubumbashi, au Haut-Katanga, le projet Renforcement des capacités des organisations de la société civile pour faciliter l'accès à la terre et pour réaliser un développement durable et égal (Recapter) vise à «contribuer à l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives qui participent constructivement et de façon égale à un développement humain, durable et ouvert à toutes et à tous conformément aux objectifs de développement durable 2, 3, 5, 10, 12, 13, 15 et 16».

Financé par l'Union européenne et la Coopération autrichienne de développement, sous le lead de la Caritas Autriche, le projet Recapter, d'une durée de quarante-huit mois, bénéficie d'une enveloppe estimée à 1,7 million d'euros. Il sera réalisé dans les provinces de Tanganyika, Haut-Katanga, Lualaba et Haut-Lomami, sous le pilotage de la Caritas Congo, de l'Université de Lubumbashi à travers sa faculté des sciences agronomiques et de la Confédération nationale des producteurs agricoles du Congo. Quatre entités sont affiliées à ce projet, à savoir les Caritas-Développement diocésaines de Kongolo, Lubumbashi, Kilwa-Kasenga et Kalémie-Kirungu.

Le Recapter cible deux cents organisations de petits producteurs agricoles,



Les participants à l'atelier de lancement du projet Recapter

vingt coopératives agricoles et structures faïtières, soixante-dix chefs coutumiers/chefs des entités territoriales décentralisées. Vingt réseaux ou mouve-

ments de femmes, trois réseaux ou mouvements des peuples autochtones, cinquante réseaux ou mouvements des jeunes et vingt médias sont également bé-

néfiaraires de ce projet.

Les activités à réaliser devraient permettre d'atteindre quatre résultats, notamment le renforcement des capacités des

organisations de la société civile, la sécurisation foncière, la préservation/promotion de la biodiversité et la mobilisation du public.

Blandine Lusimana

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

Le personnel féminin outillé en numérique

Cent femmes sélectionnées dans différents services de la présidence de la République participent, depuis le 24 avril, à une formation sur le numérique, rapporte la cellule de communication de la première institution du pays.

La formation, dispensée par l'association Health development and gouvernance durant deux semaines, a été lancée par la directrice de cabinet adjointe du chef de l'État, chargée des questions politiques, diplomatiques et juridiques, Nicole Bwatshia. En ouvrant cette formation placée sous le haut patronage du chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, le champion de la masculinité positive, Nicole Bwatshia a indiqué que le numérique ne doit pas être l'apanage exclusif des hommes. Les femmes, a-t-elle déclaré, doivent conquérir le droit



numérique en faisant entendre leurs voix haut et fort via les outils numé-

riques, en se soutenant les unes les autres et en s'impliquant sincèrement

Quelques participantes à l'atelier de formation dans l'apprentissage pour ne pas rester à la traîne. Selon les organisateurs

de cette formation, les nouvelles technologies de l'information et de la communication ont un potentiel énorme pour l'émancipation des femmes car elles fournissent des opportunités de trouver et de partager l'information, d'avoir accès à des services d'éducation et de santé, de générer des revenus, d'interagir, de collaborer, de communiquer et ainsi de sortir du carcan de la dépendance. Ainsi, au terme des deux semaines d'apprentissage, les bénéficiaires de cette formation recevront des brevets d'aptitude.

Alain Diasso

COMMUNICATION

GLM talk, une nouvelle manière d'échanger avec la jeunesse

Au-delà de la communication politique en tant qu'homme d'Etat, Guy Loando Mboyo, ministre d'Etat, ministre de l'Aménagement du territoire, vient de développer un nouveau concept dans sa manière de communiquer avec la population, en particulier les jeunes congolais.

GLM talk, une initiative encourageante de la cellule de communication du ministre d'Etat Guy Loando Mboyo, qui entend briser la glace entre le ministre et la jeunesse qui a besoin de bénéficier des expériences de ceux qui ont réussi dans la vie.

Elle offre un cadre d'échange convivial entre Me Guy Loando Mboyo et un groupe de jeunes venus de plusieurs coins de la ville de Kinshasa vivant des réalités parfois différentes. Au cours de cet échange à bâtons rompus, le ministre d'Etat a répondu à cœur ouvert aux préoccupations des jeunes tout en leur prodiguant quelques conseils. La stratégie de GLM talk se concentre sur le besoin de consolider l'image d'un homme politique proche de la jeunesse et attentif à ses préoccupations.

Au travers de ces échanges, Guy Loando Mboyo redéfinit le sentiment d'appartenance à une nation qui se veut être forte avec la participation des jeunes comme acteurs de développement.

GLM talk est un rendez-vous mensuel qui débattera de plusieurs sujets d'actualité tels que l'importance de la formation dans un pays comme la République démocratique du Congo, la problématique de l'emploi des jeunes après les études, comment accompagner au mieux les étudiants et la jeunesse, etc. Le tournage de ce magazine d'une trentaine de minutes va se faire à des endroits différents à travers la ville de Kinshasa.

Blandine Lusiman



Me Guy Loando Mboyo partageant son expérience avec la jeunesse congolaise

INTERVIEW

Raïssa Malu : « La SST est un événement panafricain qui contribue à révéler la prochaine génération de scientifiques et techniciens »

La dixième édition de la semaine de la science et des technologies (SST) s'est déroulée du 18 au 22 avril, à Kinshasa et Mbanza-Ngungu, dans la province du Kongo-Central. Raïssa Malu, fondatrice de l'association à but non lucratif Investing in people, qui a organisé l'événement, revient sur les enjeux de cette édition anniversaire, sur les innovations enregistrées au cours des dix ans d'existence et sur les ambitions. Entretien.

Le Courrier de Kinshasa (L.C.K.) : Vous venez d'organiser la dixième édition consécutive de la SST en République démocratique du Congo (RDC). Pourriez-vous nous rappeler en quoi consiste la SST et quels sont ses objectifs ?

Raïssa Malu (R.M.) : La SST est organisée en RDC par l'association sans but lucratif Investing in people que je dirige, en partenariat avec le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et technique, le ministère de l'Enseignement supérieur et universitaire, le ministère de la Recherche scientifique et innovation, et l'organisation non gouvernementale Elongo Elonga. Cet événement vise trois objectifs : développer en Afrique une culture scientifique et technologique ; promouvoir les savoirs et savoir-faire africains dans ces domaines ; et, surtout, susciter des vocations chez les filles et les garçons.

L.C.K. : Qu'est-ce qui vous a motivée à prendre cette initiative ?

R.M. : Je voulais contribuer à réconcilier le public avec les disciplines techniques et scientifiques. Ce sont souvent des disciplines qui suscitent la peur, qui évoquent de mauvais souvenirs des années scolaires. Pourtant, les scientifiques prennent du plaisir dans leurs activités. Tout le monde devrait en profiter. C'est la raison pour laquelle j'ai créé, avec des amis, la SST.

L.C.K. : Quelles sont les activités organisées au cours de cette dixième édition ?

R.M. : Il y a les activités du programme principal et celles des équipes provinciales. Pour le programme principal, nous avons eu deux villages des sciences avec des animations scientifiques et des expositions, un à l'Institut supérieur pédagogique de Mbanza-Ngungu, dans la province Kongo Central, le 15 avril, et l'autre à l'Institut de la Gombe, à Kinshasa, les 20 et 21 avril. Nous avons également organisé deux journées de conférences, le 17 avril, à l'Université Kongo, au Kongo Central, et le 19 avril, au centre Wallonie Bruxelles de Kinshasa. Le 22 avril, nous avons eu une grandiose soirée de clôture au centre Wallonie Bruxelles avec une pièce de théâtre inédite écrite par le Pr Madimba Kadima-Nzujji, avec l'acteur Michel Bohiri, et un concert féérique de musique classique avec des jeunes de l'orchestre symphonique kimbanziste.

Pour les activités parallèles, nous avons réussi à établir un réseau d'une vingtaine d'équipes bénévoles dans douze provinces de

la RDC qui ont organisé des animations scientifiques, des conférences et formations. Ces douze provinces sont Haut-Katanga, Ituri, Kasai-Central, Kinshasa, Kongo-Central, Kwilu, Lomami, Lualaba, Mai-Ndombe, Nord-Kivu, Sud-Kivu et le Tanganyika.

L.C.K. : Pourquoi le thème « 10 ans de sciences et de technologies au service de la jeunesse. Victoires du passé, espoirs du futur » ?

R.M. : Pour faire une rétrospective des neuf éditions précédentes et imaginer ensemble notre futur.

L.C.K. : Cette édition anniversaire a été placée sous le haut patronage de l'Union africaine. Pour quelle raison et quel a été son apport dans l'organisation de la SST ?

R.M. : La SST contribue en RDC à l'aspiration 6 de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Une Afrique dont le développement est dirigé par ses citoyens, en comptant sur le potentiel de la population africaine, en particulier les femmes et les jeunes, et la prise en charge des enfants, ainsi qu'à l'aspiration 7, l'Afrique comme acteur et partenaire mondial fort, uni, résistant et influent. La représentante spéciale du président de la commission et chef de bureau de liaison de l'Union africaine en RDC, son excellence Mme Michelle Ndiaye, a ainsi marqué de sa présence toutes les activités au Kongo Central et à Kinshasa. Et le commissaire à l'éducation, à la science, à la technologie et à l'innovation de la Commission de l'Union africaine, son excellence le Pr Mohammed Belhocine, est intervenu lors de la journée des conférences du 19 avril et il a visité le village des sciences, le 20 avril, à l'Institut de la Gombe. Nous sommes fiers et reconnaissants de cet appui de l'institution continentale. La SST est un événement panafricain qui contribue à révéler la prochaine génération de scientifiques et techniciens, ces femmes et ces hommes qui accéléreront le développement de la RDC et de l'Afrique.

L.C.K. : Le lancement de la 10e édition s'est déroulé à Mbanza-Ngungu, dans la province du Kongo Central. Qu'est-ce qui justifie ce choix ?

R.M. : La SST est une fête nationale. En plus du réseau de jeunes dans les provinces que nous avons réussi à établir, nous voulions avoir un lancement officiel en province. En 2021, nous étions à Lubumbashi et à Goma. Cette année, nous voulions mettre en avant l'ouest du pays. C'est la ville de Mbanza-Ngungu qui a été choisie avec ses deux institutions phares,



Raïssa Malu accueillant le ministre de la Recherche scientifique, Gilbert Kabanda Kurhenga à l'Institut supérieur pédagogique de Mbanza-Ngungu et l'Université Kongo.

L.C.K. : Quel bilan faites-vous depuis la création de la SST ?

R.M. : En dix ans, j'ai vu la RDC changer grâce à l'évolution mondiale des technologies, au réajustement forcé à cause de la pandémie de covid-19 et à nos efforts constants de promotion et de vulgarisation. Aujourd'hui, il y a plus de jeunes, filles et garçons, intéressés par les domaines techniques et scientifiques, car ils ont des rôles modèles locaux et ils se sentent soutenus et encouragés. Les femmes dans les sciences, les technologies, l'ingénierie et les mathématiques (STEM en anglais) en RDC ont pris confiance en elles. Elles sont reconnues, mises en avant. C'est le résultat de nos efforts avec différentes associations partenaires. Enfin, le principal bilan de ces dix ans est que nous avons démontré le bien-fondé du travail en équipe, de l'inclusivité et le levier que représente la jeunesse.

L.C.K. : Quelles sont les innovations apportées, comparativement à la première édition ?

R.M. : Deux innovations principales : premièrement, la formation des élèves animateurs n'est plus assurée uniquement par notre directrice scientifique, Dora Muanda, mais par une équipe de jeunes formateurs formés et encadrés par cette dernière. C'est un cycle vertueux. J'ai formé Dora. Dora a formé les élèves animateurs. Ils deviennent formateurs et le cycle continu. Secondo, le réseau des jeunes bénévoles qui ont organisé des activités dans douze provinces de la RDC en marge de la SST. Nous sommes maintenant au plus près des communautés et le mois d'avril est celui des sciences et des technologies en RDC. C'est magnifique !

L.C.K. : Après dix éditions consécutives, quels sont les moments qui vous ont marquée personnellement ?

R.M. : Je suis marquée par les témoignages que je reçois des élèves

et des étudiants, particulièrement de ceux qui visitent le village des sciences. Permettez-moi aussi de souligner l'appui du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et technique, du ministère de l'Enseignement supérieur et universitaire, et du ministère de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique. La mobilisation de nos écoles, de nos institutions, de nos chercheurs et centres de recherche a été remarquable au fil des années. Enfin, je suis marquée par la mobilisation de mon équipe et des amis qui viennent nous prêter main forte. Il faut vivre la SST. C'est une expérience unique !

L.C.K. : Qu'en est-il du programme des bourses pour les femmes dans les STEM que vous avez lancées en RDC ?

R.M. : Nous venons d'apporter des modifications à la plateforme - www.femmes-sciencesrdc.org/ -, car nous sommes en discussion avec des partenaires pour faire évoluer le programme. Nous tenons à proposer aux femmes dans les STEM de la RDC un soutien adapté à leurs besoins et aux défis de notre pays. C'est un de nos chantiers pour les prochaines années.

L.C.K. : Quels autres progrès espérez-vous pour la SST dans les années à venir ?

R.M. : Notre objectif est d'avoir des équipes de bénévoles dans toutes les vingt-six provinces de la RDC qui organiseront des activités dans le cadre de la SST ; de contribuer à augmenter sensiblement le nombre d'étudiants, filles et garçons, inscrits en sciences physiques, mathématiques et polytechniques ; de contribuer à faire participer nos institutions, nos scientifiques, techniciens et ingénieurs, nos jeunes à des programmes et collaborations scientifiques internationales.

Propos recueillis par Patrick Ndongidi

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE LE COURRIER DE KINSHASA LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

ADIAAC NEWSLETTER

L'information du Congo et de sa région en un clic !

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informé des principaux faits marquants de l'actualité

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
(+ 242) 05 532 01 09
info@lesdepechesdebrazzaville.fr

L'ITIE-RDC

Une représentante de l'ANR boudée au comité exécutif

L'Association africaine de défense des droits de l'homme (Asadho) pense que la présence d'un agent du service de sécurité au sein de l'ITIE-RDC « porte atteinte à l'environnement propice au débat libre au sein du comité exécutif de l'ITIE ».

L'Asadho s'oppose à la demande d'accréditation de la représentante de l'Agence nationale de renseignements (ANR) au Comité exécutif de l'Initiative de transparence des industries extractives (ITIE) pour la République démocratique du Congo (RDC). Pour elle, « la présence d'un agent de l'ANR, une agence qui s'est distinguée ces vingt dernières années par des atteintes graves aux droits fondamentaux des citoyens qui critiquent les différents régimes, porte atteinte à cet environnement propice au débat libre au sein du Comité exécutif de l'ITIE ».

Dans un communiqué signé le 26 avril par son président, Me Jean-Claude Ka-

tende, l'Asadho note que par sa lettre n°05/00/41/8/EMP-ANR/132/2023 du 20 avril 2023, le directeur provincial de l'ANR/Ville de Kinshasa informe le coordonnateur national de l'ITIE/RDC de la désignation et de l'affectation de l'agent Sangwa Mamba au sein de l'ITIE. Et, par une autre lettre n°05/00/41/8/EMP-ANR/133/2023 du 20 avril 2023, le même directeur informe l'agent concernée qu'elle est affectée à cette structure, en qualité de chef d'antenne. Ces deux lettres, selon l'Asadho, portent gravement atteinte à la norme ITIE, au regard de l'exigence 1 qui demande au gouvernement de garantir aux parties prenantes un environnement



qui leur permet de débattre de toutes les questions liées à la gouvernance des industries extractives librement, sans contrainte ni peur. Face à ces observations, cette association exhorte le

Premier ministre à demander au directeur provincial de l'ANR/Ville de Kinshasa de reporter sa décision de désignation et d'affectation de cet agent au Comité exécutif de l'ITIE. Elle vou-

draît, par ailleurs, que le Comité exécutif de l'ITIE-RDC s'oppose à toute accréditation des agents de tout service de renseignements en son sein.

Lucien Dianzenza

JOURNÉE INTERNATIONALE DU JAZZ

Trois soirées de célébration à Kinshasa

Les jeunes musiciens de Vijana Jazz et Mama Jazz Tsabi sont associés aux concerts gratuits que livreront les trois têtes d'affiche, Ida Sandlund, Six Play et Tyson Meya entre le Centre Wallonie-Bruxelles et l'espace Jazz Connexion, du 28 au 30 avril.

Ida Sandlund et Vijana Jazz à l'affiche à la soirée d'ouverture au CWB/DR

La Journée internationale du jazz sera célébrée ce week-end, de manière spéciale, autour d'une programmation concoctée par le Centre Wallonie Bruxelles (CWB), de concert avec Jazz

Connexion. L'orchestre Vijana Jazz, un pur produit de l'Institut national des arts, va assurer la première partie de la soirée de lancement, le 28 avril, dès 18h30. Le band composé de sept jeunes ta-

lentueux musiciens passionnés de jazz se produira une demi-heure, en lever de rideau, avant la chanteuse et pianiste de jazz suédoise, Ida Sandlund. Tête d'affiche à Wallonie-Bruxelles, l'artiste dont le premier album solo, Meet me around Midnight, est sorti en 2007, a une carrière accomplie en tant que choriste et claviériste. D'où ses notables collaborations avec d'autres musiciens suédois renommés, notamment Carola, Bo Sundström, Jerry Williams, Christian Walz, Lisa Nilsson et Orup. « Ses collaborations professionnelles se sont étendues en Allemagne, surtout avec Siegfried Loch, fondateur du célèbre label de jazz ACT », apprend-on.

Le 29 avril, la fête du jazz va établir ses quartiers à Kasa-Vubu pour le reste du week-end. C'est le pétillant band féminin Mama Jazz Tsabi qui donnera le ton de cette seconde soirée sur la scène de l'espace Jazz Connexion, sur l'avenue Popo Kabaka, à partir de 18h30. Créé de fraîche date, en 2022, le quintet Mama Jazz Tsabi n'a pas eu grand mal à s'intégrer dans l'univers musical kinoïse

où il a déjà son petit public. Son concert livré sous des applaudissements nourris en mars dernier au CWB en a donné une bien belle preuve. Après la petite prestation de Mama Jazz Tsabi, trente minutes, interviendra Six Play dès 19h00. L'orchestre du jeune guitariste Joe Kabongo, alias Phrasé, offrira au public son répertoire atypique, un mélange de Jazz, blues, swing et de pop qui tient la route. Lancé depuis 2012, Six Play a l'avantage d'avoir pour leader un des grands guitaristes prometteurs de Kinshasa, validé par les grands professionnels et tenu pour un « incontournable du Jazz congolais d'aujourd'hui ».

Célébration avec Tyson Meya

La célébration de la Journée internationale du jazz se fera autour du pianiste, arrangeur, auteur et compositeur, Tyson Meya, le 30 avril dès 18h30. Cette soirée spéciale au Jazz Connexion est réservée au jeune virtuose qui a fait ses armes dans le gospel à partir de 2004. A la tête du Rainbow Band depuis 2015, il sait s'y faire, choisissant de fusionner le jazz avec les musiques tra-

ditionnelles congolaises, un style qui ne passe pas inaperçu et trouve aussitôt preneur. Cette musique imprégnée de la culture congolaise a valu à Tyson Meya une nomination au Grammy Awards 2021, dans la catégorie globale Music performance. Il s'est présenté au prestigieux prix avec son premier EP, Kivu, produit par le label américain Color Red.

Rappelons que la fête du jazz de cette année est une organisation conjointe du CWB avec l'Espace Jazz Connexion tenu par le célèbre percussionniste Paul Le Perc, fondateur de J'Affroz. Installé dans un cadre convivial en pleine cité, à Kasa-Vubu, il nourrit la belle ambition d'assurer la promotion du jazz en Afrique centrale. Pour ce faire, le Jazz Connexion s'emploie à servir de « trait d'union entre la culture et la jeunesse sur le plan local ». À cet effet, Le Perc souligne que le lieu est à considérer « bien plus qu'un simple bâtiment ». Savoir que, martèle-t-il, « C'est avant tout un espace de rencontre, d'échange, de réflexion, d'action et de création ouvert à tous ».

Nioni Masela

GOUVERNEMENT PROVINCIAL DE KINSHASA

Le ministre provincial du Budget veut voir clair sur le rendement des cabinets ministériels

S'appuyant sur le jugement d'une mission d'encadrement des finances de la ville de l'Inspection générale des finances, le ministre provincial du Budget, Honoré Mbokoso, demande à ses collègues de lui transmettre, dans le meilleur délai, les rapports d'activités de leurs cabinets rattachés à leurs cabinets respectifs.

Le ministre Honoré Mbokoso a adressé, le 19 avril, une correspondance à ses collègues du gouvernement provincial pour leur demander un rapport d'activités des cellules rattachées à leurs cabinets respectifs. « *Je vous demande de me transmettre, dans le meilleur délai, les rapports d'activités de chacune de cellules rattachées à vos différents cabinets respectifs* », a-t-il écrit.

Il a rappelé à ses collègues qu'il existait au

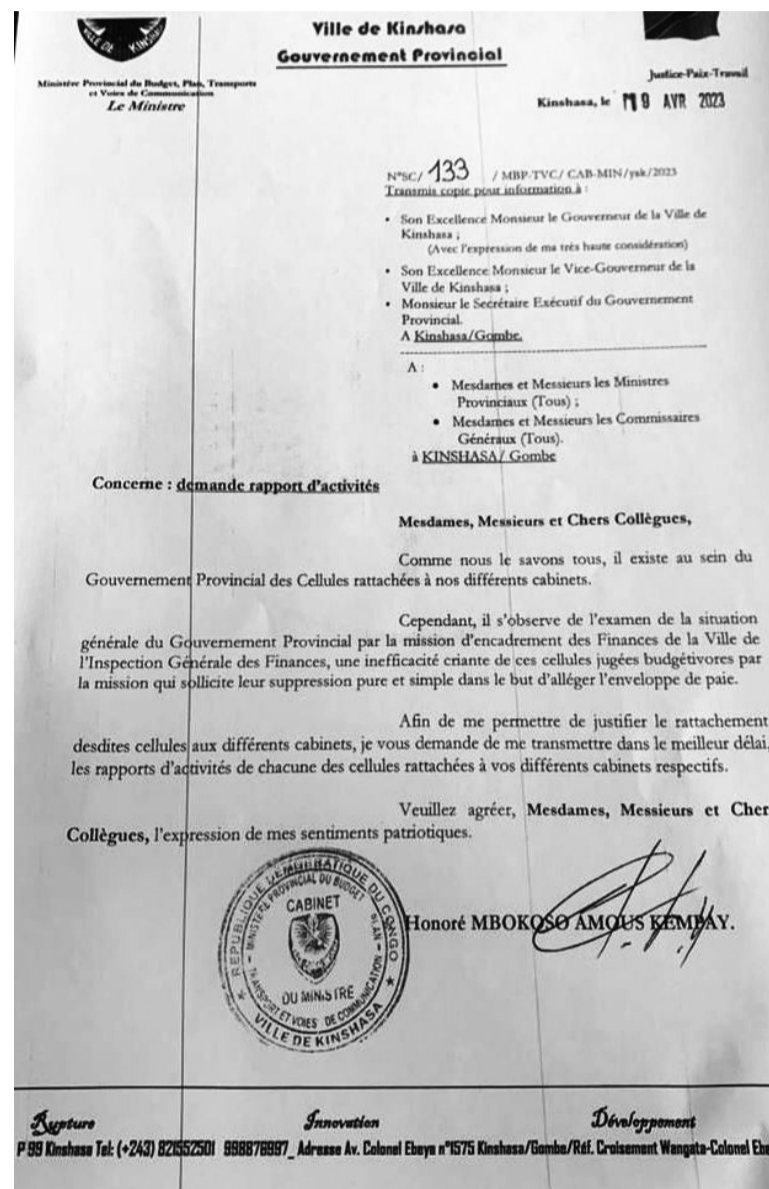
sein du gouvernement provincial des cellules rattachées à leurs différents cabinets. Mais, à l'en croire, l'examen de la situation générale du gouvernement provincial par la mission d'encadrement des finances de la ville de l'Inspection générale des finances (IGF) a fait observer une inefficacité criante de ces cellules alors que ces dernières sont, en plus, jugées budgétivores.

Le ministre provincial du Budget a, par ail-

leurs, noté dans ce document que cette mission de l'IGF a, doré et déjà, sollicité la suppression pure et simple de ces cellules, en vue d'alléger l'enveloppe de la paie des différents cabinets.

Pour lui, le rapport d'activités de ces cellules sollicité de ses collègues du gouvernement provincial vise à lui permettre de justifier le rattachement des dites cellules aux différents cabinets.

Lucien Dianzenza



La lettre du ministre Mbokoso à ses collègues

« Je vous demande de me transmettre, dans le meilleur délai, les rapports d'activités de chacune de cellules rattachées à vos différents cabinets respectifs »

PROPOSITION DE LOI « TSHIANI »

La FBCP dénonce le double langage de Christophe Mboso

Dans une réaction le 26 avril, la Fondation Bill Clinton pour la paix (FBCP) a indiqué que la proposition de la loi Tshiani sur la « Congolité », considérée par une certaine opinion comme discriminatoire et séparatiste, continuait à susciter beaucoup de débats.

Par son communiqué de presse signé de son président, Emmanuel Adu Cole, la FBCP dit ne pas comprendre la volte-face du président de l'Assemblée nationale, Christophe Mboso, qui, précédemment, avait fait savoir que ce texte était rejeté

par le bureau d'études de cette institution. Par la suite, il a livré un autre message, en contradiction totale avec sa première position. « Nous ne comprenons pas le double langage du président du chambre basse du Parlement. Il

avait dit que la proposition de la loi Tshiani était déjà rejetée par le bureau d'études de l'Assemblée nationale. Et après, il change de version », s'étonne la FBCP, indiquant que lorsqu'une proposition de la loi est rejetée, elle l'est pour toujours.

« Nous ne comprenons pas le double langage du président du chambre basse du Parlement. Il avait dit que la proposition de la loi Tshiani était déjà rejetée par le bureau d'études de l'Assemblée nationale. Et après, il change de version »

La FBCP a affirmé que les activistes des droits de l'homme et la société civile, en général, sont contre toutes les propositions de lois qui violent la Constitution d'un pays et « la République démocratique du Congo, particulièrement ».

Lucien Dianzenza


LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente
Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.










Un Espace culturel pour vos Manifestations
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:
Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)

RAMADAN

Rick Gérard Bokilo aux côtés des musulmans de Poto-Poto 1

Le député de la première circonscription électorale de Poto-Poto, Rick Gérard Bokilo, a partagé un moment de joie avec ses mandants, le 25 avril.

La rencontre entre les musulmans de Poto-Poto 1 et leur représentant à l'Assemblée nationale, Rick Gérard Bokilo, s'est déroulée en présence de quelques membres du corps diplomatique des pays d'Afrique de l'Ouest et du Nord, de certains députés et des autorités administratives dudit arrondissement. Elle a eu lieu dans l'enceinte de la plus grande mosquée du Congo, Sounnah.

Après une exhortation coranique, le député a salué la cohésion et la cohabitation dont font preuve les habitants de Poto-Poto, particulièrement les musulmans. « *Le ramadan est un repère important pour le monde musulman. Ce mois sacré est béni pour tout musulman car c'est un mois de partage et de joie. Le geste que je fais aujourd'hui constitue ma contribution à l'endroit des musulmans, à l'image du prophète qui était un homme généreux* », a-t-il indiqué.

Le président du Conseil supérieur islamique du Congo, Cheikh Eddie Serge Youssouf Ngolo, a loué le geste du député qui valorise et accompagne les habitants de ces quartiers cosmopolites. « *Ce don que vous venez de faire à l'endroit des musulmans est vraiment la bienvenue, puisque nous traversons encore le moment de jeûne. Nous allons le partager à toutes les mosquées de Poto-Poto. Souvent, notre religion est mal comprise mais sachez que nous existons par la volonté de Dieu* », a-t-il expliqué.

Rude Ngoma



Le député et ses invités dans la mosquée Adiac

SOUDAN

L'ONU appelle à un cessez-le feu immédiatement

Le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU), Antonio Guterres, a appelé, le 25 avril, à une cessation immédiate des combats au Soudan.

Lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU tenue mardi sur la situation au Soudan, le chef de l'ONU a souligné que depuis l'éclatement des affrontements, il y a dix jours, entre l'armée régulière et des paramilitaires, au moins 450 personnes ont été tuées, plus de 4 000 blessées, et des dizaines de milliers d'autres ont fui leur domicile.

Selon Antonio Guterres, le conflit au Soudan menace de se propager dans les autres pays de la région, où la situation sécuritaire et humanitaire est fragile. Ce conflit «allume une mèche qui pourrait provoquer une explosion au-delà des frontières, causant d'immenses souffrances pendant des années et retardant le développement de plusieurs décennies», a-t-il prévenu.

«Les combats doivent cesser immédiatement», a-t-il déclaré, appelant les parties au conflit à faire taire les armes.

«*Ce conflit ne sera pas et ne doit pas être résolu sur le champ de bataille*», a-t-il plaidé, notant que le peuple soudanais a exprimé très clairement ses souhaits envers «la paix et le rétablissement d'un régime civil grâce à la transition vers la démocratie».

Le secrétaire général de l'ONU a demandé aux parties prenantes au conflit à respecter le cessez-le-feu de 72 heures et à se rencontrer afin d'établir une cessation définitive des hostilités. Il a exhorté tous les membres du Conseil de sécurité et les autres Etats membres ainsi que les organisations régionales influentes à les encourager «à désamorcer les tensions et à retourner immédiatement à la table des négociations». L'ONU a décidé de reconfigurer sa présence au Soudan pour protéger ses employés et leurs familles «tout en restant et en apportant un soutien au peuple soudanais» et a établi une plaque tournante à Port-Soudan pour pouvoir continuer de travailler avec ses partenaires, a-t-il rappelé.

«*Nous soutenons le peuple soudanais, ses espoirs et ses demandes de paix, de rétablissement d'un régime civil et de transition démocratique*», a souligné le chef de l'ONU.

Crise Russie-Ukraine : la Chine ne jettera pas «de l'huile sur le feu» Le président chinois, Xi Jinping, a indiqué mercredi que la Chine, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et grand pays responsable, ne choisira pas d'être spectateur de la crise ukrainienne, ni de «jeter de l'huile sur le feu», ni d'utiliser la crise comme une occasion de faire du profit.

Les actions de la Chine sont ouvertes et transparentes sur cette question, a-t-il déclaré, lors de son entretien par téléphone avec son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky.

Xinhua

CHINE-UKRAINE

Xi Jinping s'entretient avec Volodymyr Zelensky

Le président chinois, Xi Jinping, et son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky, se sont entretenus au téléphone mercredi, première prise de contact depuis le début du conflit en Ukraine en février 2022.

Un entretien «long et significatif», a déclaré le président ukrainien, qui marque un rebondissement diplomatique dans le conflit. Le président ukrainien dit espérer une poussée puissante du développement des relations bilatérales entre Kiev et Pékin. Le président chinois a assuré que son pays a toujours été du côté de la paix, soulignant que le dialogue et la négociation étaient la seule issue au conflit avec la Russie. Le gouvernement chinois compte envoyer une délégation en Ukraine afin de chercher un règlement politique au conflit. Officiellement, la Chine se dit neutre dans le conflit ukrainien. À l'inverse, Xi Jinping s'était rendu en mars à Moscou pour y réaffirmer son partenariat avec le président russe, Vladimir Poutine, aux allures de front anti-occidental.

En février, Volodymyr Zelensky avait jugé «nécessaire» de «travailler» avec la Chine pour œuvrer

à une résolution du conflit avec la Russie. Peu de temps après l'annonce du coup de téléphone, le gouvernement chinois a indiqué qu'il enverrait une délégation en Ukraine afin de chercher un «règlement politique» au conflit. «*La partie chinoise enverra un représentant spécial du gouvernement chinois, chargé de l'Eurasie, en Ukraine et dans d'autres pays pour mener des échanges en profondeur avec toutes les parties vers un règlement politique de la crise ukrainienne*», a déclaré le ministère des Affaires étrangères chinois. Volodymyr Zelensky a fait part, dans la foulée, de la nomination d'un ambassadeur en Chine.

Pékin n'a pas reconnu en septembre l'intégration de quatre territoires du Donbass ukrainien à la Fédération de Russie et ne l'avait pas fait non plus en 2014, lors de l'annexion de la Crimée. Mais la

Chine n'a jamais condamné publiquement la guerre en Ukraine et a fortement accru ces derniers mois sa coopération politique et économique avec son voisin russe. La réaction de la Russie, assez sèche, n'a pas tardé après l'annonce du coup de téléphone et de l'envoi d'une délégation chinoise à Kyiv. Moscou a accusé l'Ukraine de «saper les initiatives de paix» en refusant le dialogue. «*Les autorités ukrainiennes et leurs soutiens occidentaux ont déjà démontré leur capacité à saper les initiatives de paix*», a critiqué le ministère russe des Affaires étrangères. La Russie a aussi dit «prendre acte» de la volonté de la Chine de «s'efforcer de mettre en place un processus de négociation» entre elle et l'Ukraine, mais a reproché à Kyiv de «rejeter toute initiative sensée visant à un règlement politique et diplomatique de la crise».

Noël Ndong

JUSTICE

L'Afrique du Sud ne quittera pas la CPI

La présidence de l'Afrique du Sud a annoncé, le 25 avril, qu'elle ne quitterait pas la Cour pénale internationale (CPI), parlant d'une «erreur de communication» du parti au pouvoir, le Congrès national africain (ANC).

«*La présidence souhaite clarifier le fait que l'Afrique du Sud reste signataire du Statut de Rome. Cette clarification fait suite à un commentaire erroné lors d'une conférence de presse de l'ANC*», a annoncé la présidence dans la soirée. Un peu plus tôt dans la journée, l'ANC avait demandé que l'Afrique du Sud, critiquée depuis le début de la guerre en Ukraine pour sa proximité

avec Moscou, quitte la CPI.

Cette juridiction, installée à La Haye, a émis en mars dernier un mandat d'arrêt contre le président russe, Vladimir Poutine, pour «le crime de guerre de déportation d'enfants ukrainiens».

L'Afrique du Sud doit accueillir, en août prochain, un sommet des BRICS (groupe de pays réunissant l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et

la Russie). Membre de la CPI, le pays est théoriquement censé arrêter le président russe à son arrivée. «*Le parti au pouvoir a tranché, estimant prudent que l'Afrique du Sud se retire de la CPI*», avait déclaré Cyril Ramaphosa, lors d'une conférence de presse à l'issue d'une visite du président finlandais, Sauli Niinistö. L'ANC s'était réuni le week-end dernier. La question de savoir si l'Afrique du Sud arrêtera Poutine était alors «à l'étude», a ajouté le chef d'Etat.

Yvette Reine Nzaba

MONNAIE

Coopération monétaire Cémac-France

Le ministre Jean-Baptiste Ondaye, président du Comité ministériel de l'Union monétaire de l'Afrique centrale, et son homologue français, Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, co-président la réunion des ministres des Finances de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac)-France, à Paris.

Précédée la veille par la réunion des experts, la rencontre bilatérale, tenue en format présentiel, des ministres et gouverneurs de la zone euro et de la Cémac, s'est tenue le 25 avril, au ministère de l'Économie et des Finances de la France, à Paris Bercy, sur le thème « Quelles réponses face à la multiplicité des chocs externes affectant l'économie mondiale et la Cémac en 2023 ? »

Analysant pour validation les propositions des décisions retenues lors de la réunion technique de la veille, les ministres des Finances des deux zones monétaires ont commencé leur séance de travail par l'analyse de la situation macroéconomique et financière : perspectives internationales, en zone euro et en Cémac.

De ce fait, Abbas Tollu, gouverneur de la Banque des États de l'Afrique centrale, et François Villeroy De Galhau, gouverneur de la Banque de France, ont apporté leurs remarques introductives.

Emmanuel Moulin, directeur général du Trésor, a introduit le premier thème de la journée sur les initiatives multilatérales en réponse à apporter aux chocs affectant l'économie mondiale et la Cémac : « Quelle contribution des initiatives multilatérales pour assurer la résilience des économies de la Cémac dans un contexte de multiplicité des chocs ? ».

Puis des sous-thèmes : « Les initiatives mises en œuvre,



Photo de famille Cémac-France, Paris Bercy, le 25 avril 2023 / Yhan Akomo

dont celles du Fonds monétaire international, permettent-elles de répondre aux besoins des économies de la Cémac ? » (Guichet de financement des ripostes aux chocs alimentaires - FSW, Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité - RST, Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance - PRGT); « Comment assurer la poursuite des programmes conclus entre le Fonds monétaire international et les États de la Cémac ? » et « Afin d'assurer la poursuite des programmes conclus avec le Fonds monétaire international et de faire face aux chocs actuels et potentiels, quels leviers de politiques économiques doivent-ils être privilégiés par les gouvernements et les institutions régionales de la Cémac ? »

Pour le deuxième thème, « Comment renforcer la

convergence des économies et l'intégration régionale ? », il a été question de trouver des échanges qui ont permis d'identifier les facteurs de redressement de l'économie de la zone Cémac avec des sous-thèmes tels que « Quels outils et instruments reste-t-il à mettre en place au niveau des États et des institutions régionales pour le renforcement de la convergence ? » ; « Comment renforcer l'intégration financière dans les unions monétaires, notamment en zone Cémac et en zone euro ? »

Avant la clôture de la séance de travail, Jean-Baptiste Ondaye a procédé à la lecture du communiqué de presse. Dans son mot de clôture, Bruno Le Maire a tenu à remercier à nouveau Jean-Baptiste Ondaye de son invitation à la réunion ayant permis d'évoquer les chocs conjoncturels auxquels tous les pays sont

confrontés actuellement, et pour voir quelles réponses peuvent y être apportées. Il a cru entrevoir que ces échanges ont permis d'identifier les facteurs de redressement des économies de la zone Cémac et a voulu insister sur trois messages.

Le premier, c'est le fait que l'intégration régionale et la coopération monétaire en Europe comme en Afrique sont des facteurs de résistance très puissants aux chocs. Le deuxième, sa volonté d'insister sur le fait que les pays d'Afrique centrale peuvent compter sur l'engagement total de la France en vue de pouvoir les accompagner dans leurs priorités de développement. Enfin, le troisième, sur la réponse aux besoins de financement des économies africaines, il y a également des avancées importantes qui ont été obtenues avec une reconstitution

de l'Association internationale pour le développement, plus gros bailleur de l'Afrique, avec 93 milliards de dollars de ressources.

Le renforcement de l'effort financier de l'Union européenne en Afrique : 150 milliards d'euros d'ici 2027 qui ont été annoncés lors du sommet Union européenne - Union africaine en février 2022, avec certains projets qui se situent évidemment en zone Cémac. Enfin, un renforcement de la priorité Afrique de l'Agence française de développement au niveau bilatéral avec un volume historique de 15,5 milliards d'euros qui ont été déployés sur le continent sur la période 2020 - 2022.

Rendez-vous est pris pour parler de ces enjeux absolument majeurs du sommet pour un nouveau pacte financier qui se tiendra à l'initiative du président Emmanuel Macron, les 22 et 23 juin prochains. « Il doit apporter des réponses dans trois directions : amélioration et accroissement de l'offre de financement des institutions financières internationales, mobilisation des DTS comme l'a fait la France et comme la France incite à le faire pour d'autres pays, accroissement de l'investissement public et privé et développement de solutions innovantes pour financer la lutte contre le changement climatique », a-t-il conclu.

Marie Alfred Ngoma

IMMIGRATION

Les Pays-Bas notent les demandeurs de visa à l'aide d'un algorithme raciste

L'algorithme a profilé des millions de demandeurs de visa en utilisant des variables telles que la nationalité, le sexe et l'âge, selon Lighthouse Reports.

Un centre de journalisme d'investigation a affirmé que les Pays-Bas utilisent un algorithme raciste pour traiter les demandes de visa depuis 2015. « À l'insu du public, le ministère des Affaires étrangères utilise un système de profilage pour calculer le score de risque des demandeurs de visa de court séjour,

demandant à entrer aux Pays-Bas et dans l'espace Schengen depuis 2015 », a déclaré Lighthouse Reports dans un rapport d'enquête sur les questions publié le 24 avril. L'algorithme (une séquence finie d'instructions rigoureuses pour résoudre des problèmes spécifiques ou effectuer un calcul) a été utili-

sé sur des millions de demandeurs de visa, en se servant des variables telles que la nationalité, le sexe et l'âge, a révélé le rapport.

Selon le document, le délégué interne à la protection des données a conseillé au ministère de « cesser immédiatement de profiler les demandeurs de visa pour les distinguer en partie sur la base de la nationalité, puis de les traiter de manière inégale sur la base de

cette distinction », affirmant qu'il est toujours actif et utilise la nationalité comme variable. Kati Piri, députée néerlandaise et membre de la Chambre des représentants, a affirmé que « de pays comme le Maroc et le Suriname, il est incroyablement difficile d'obtenir un visa ». Elle a décrit l'utilisation du profilage algorithmique des visas comme « carrément choquante ».

Noël Ndong

SOMMET DES TROIS GRANDS BASSINS FORESTIERS

Le Maroc disposé à accompagner le Congo dans l'organisation

En séjour de travail au Royaume du Maroc, la ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault, a échangé, le 25 avril, avec le ministre marocain des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger, Nasser Bourita, sur le grand rendez-vous des acteurs de lutte contre le changement climatique, à travers la tenue prochaine du sommet des trois grands bassins forestiers de la planète et la décennie mondiale de l'afforestation, à Brazzaville.

Les deux personnalités ont fait l'état d'avancement du sommet des trois bassins tropicaux (le Bassin du Congo, l'Amazonie et celui du Bornéo Mékong) qui se tiendra en octobre prochain, à Brazzaville. En sa qualité d'envoyée spéciale du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, Arlette Soudan-Nonault a réaffirmé l'importante place du Maroc à ce sommet que va abriter la capitale congolaise. Pour sa part, Nasser Bourita a confirmé l'appui de son pays dans l'organisation de cette rencontre. Le Maroc installera, à Brazzaville, à côté d'autres pays participants, son pavillon durant le sommet, dont l'enjeu majeur est la sauvegarde de la planète.

Lors de la COP27, le président du Congo, en sa qualité de président de la Commission climat du Bassin du Congo, lançait un appel à l'instauration d'une décennie mondiale de l'afforestation. Une solution congolaise proposée à l'ensemble du



Les deux personnalités lors de l'échange DR

monde dans la lutte contre le changement climatique. Il avait réitéré cet appel, le 5 janvier dernier, lors de l'échange de vœux de Nouvel An avec le corps diplomatique.

Notons que le Maroc se distingue, sous le leadership de sa majesté le roi Mohammed VI, par son engagement dans

la lutte contre le changement climatique, en appuyant les initiatives des pays africains. C'est dans ce contexte qu'il soutient, depuis sa création, le Fonds Bleu, qui est un instrument important pour financer plus de 250 projets initiés par les quinze pays membres du Bassin du Congo.

Rude Ngoma

SÉCURITÉ MARITIME DANS LE GOLFE DE GUINÉE

Nana Akufu-Addo appelle à la coopération régionale

Lors de la troisième session extraordinaire de l'assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de la Commission du golfe de Guinée (CGG), ouverte le 25 avril, au Ghana, le président de ce pays, Nana Addo Dankwa Akufu-Addo, a exhorté à « une plus grande coopération régionale » pour vaincre les menaces dans l'espace maritime du golfe de Guinée.

Le président ghanéen, qui a convoqué la session en tant que président de l'assemblée, a souligné qu'une collaboration et une coopération solides entre les Etats membres étaient essentielles, en raison de l'interconnexion de leurs activités maritimes.

En outre, il a déploré que la région soit devenue un point chaud mondial pour les incidents de piraterie, de détournement de pétrole, de vol en mer, de prise d'otages, de trafic d'êtres humains et de drogue, de terrorisme et de corruption, de pêche illégale, non réglementée et non déclarée, de trafic d'armes, de pollution de l'environnement et de contrebande.

Nana Addo Dankwa Akufu-Addo a estimé que la nature énorme et complexe de ces activités illégales en mer exigeait une collaboration bien coordonnée pour les combattre avec succès et créer une région du golfe de Guinée sûre, sécurisée et prospère pour un développement durable.

La région du golfe de Guinée comprend l'Angola, le Congo, le Gabon, le Nigeria, São Tomé-et-Principe, la Guinée équatoriale, la République démocratique du Congo, le Cameroun et le Ghana.

Yvette Reine Nzaba

BSCA Bank

Banque Sino-Congolaise pour l'Afrique

Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de 53.342.800.000 Francs CFA, RCCM CG/BZV/14B 5578
Siège Social: Immeuble BSCA.Bank, Boulevard Denis SASSOU NGUESSO, BP199 Brazzaville, République du Congo.
Tél: +242 223 303 888 E-mail:service@bscabank.com http://www.bscabank.com/

WAG 01/2023

Brazzaville, le 8 décembre 2022

CONVOCACTION A LA IERE SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE LA BSCA.BANK POUR L'ANNEE 2023 DU 28 Avril 2023

Aux Actionnaires de la BSCA.Bank,

J'ai l'honneur de vous informer que la 1ERE Réunion de l'Assemblée Générale des Actionnaires pour l'année 2023 de la BANQUE SINO-CONGOLAISE POUR L'AFRIQUE en sigle BSCA.Bank, aura lieu le 28 Avril 2023, à 7H00, à l'immeuble BSCA.Bank, Boulevard Denis Sassou Nguesso, Centre-ville, République du Congo, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

- 1) Examen et adoption du projet d'ordre du jour;
- 2) Examen des procès-verbaux de l'Assemblée Générale du 27 Juin, 10 Août, du 31 Août et 3 novembre 2022;
- 3) Approbation du Rapport de gestion de la BSCA.Bank pour l'exercice 2022;
- 4) Proposition de renouvellement des mandats des Commissaires aux comptes;
- 5) Présentation du Rapport général et du Rapport spécial des Commissaires aux comptes;
- 6) Approbation des Comptes annuels-Exercice 2022;
- 7) Approbation de l'affectation du résultat-Exercice 2022;
- 8) Approbation du rapport annuel de la BSCA.Bank pour l'année 2022;
- 9) Pouvoirs pour formalités.

La participation par vidéoconférence ou conférence téléphonique est admise et la présence de tous est vivement souhaitée. Je vous prie d'agréer, chers Actionnaires, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Conseil d'Administration

COOPÉRATION

La CEEAC et l'OEACP vont signer un mémorandum d'entente

Le secrétaire général de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), Georges Rebelo Pinto Chikoti, et le président de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), Gilberto Da Piedade Verissimo, ont échangé, le 23 avril, à Libreville, la capitale gabonaise. Les sujets abordés ont porté sur la coopération entre l'Afrique et l'Union européenne (UE), le dialogue politique entre la CEEAC et l'UE, les questions d'infrastructures de transport en Afrique centrale avec leurs lots de difficultés de voyager d'un pays à un autre.

Georges Rebelo Pinto Chikoti et Gilberto Da Piedade Verissimo ont également parlé de la rareté des compagnies de transport aérien dans la région d'Afrique centrale, des prix prohibitifs des billets d'avions, du problème de la gestion des frontières entre les États, des écueils rencontrés dans la mise en œuvre du projet de construction du pont routier-rail entre Kinshasa et Brazzaville, de la volonté de la Commission de la CEEAC de diversifier ses partenaires à travers le monde, du conflit russo-ukrainien, etc.

Au cours de sa visite au siège de la CEEAC, Georges



Georges Rebelo Pinto Chikoti et Gilberto Da Piedade Verissimo posant avec le personnel des deux délégations-DR

Rebelo Pinto Chikoti a exprimé sa satisfaction quant au fonctionnement actuel de la Commission et au « dynamisme » de ses dirigeants.

De son côté, l'ambassadeur Gilberto Da Piedade Verissimo s'est félicité de la consolidation des relations de coopération entre la CEEAC

et l'OEACP. Il a souhaité que les deux institutions matérialisent cette volonté dans un cadre juridique, à savoir la signature d'un mémoran-

dum d'entente.

En outre, il a exprimé sa satisfaction du partenariat « intéressant » entre la CEEAC et la Banque africaine de développement qui apporte un appui « conséquent » à la CEEAC, entre autres, dans le domaine des infrastructures, et avec la Banque mondiale qui finance le projet sur la santé, etc.

L'ambassadeur Gilberto Da Piedade Verissimo a également présenté à son hôte la structure et le fonctionnement de la Commission de la CEEAC qui compte actuellement 147 agents dont 47% des femmes.

Yvette Reine Nzaba

LUTTE CONTRE LE PALUDISME

La Chine aide l'Afrique grâce à sa technologie

Un expert kényan en relations internationales, Cavince Adhere, a indiqué, le 25 avril que la Chine est un pays « contributeur important en fournissant des produits thérapeutiques, des tactiques et des médicaments pour le traitement du paludisme en Afrique ».

« En aidant à établir le siège du Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique) à Addis-Abeba, en Ethiopie, la Chine a contribué au renforcement de la capacité du continent africain à surveiller les maladies et à coordonner les mécanismes de contrôle, en particulier dans le domaine de la gestion du paludisme », a déclaré l'expert kényan Cavince Adhere.

Il a relevé que, depuis longtemps, la Chine coopère activement avec les pays africains qui sont confrontés à des taux d'incidence alarmants de paludisme, en matière de prévention et de contrôle de cette maladie. « Cette coopération permet d'améliorer considérablement le niveau de prévention et de contrôle de cette maladie infectieuse en Afrique, grâce à un soutien technique et à un partage d'expériences ».

Selon une expertise, les équipes médicales chinoises présentes dans les pays africains ont apporté une contribution inestimable. En début du mois d'avril, l'équipe mé-

dicale chinoise au Soudan du Sud a fait don de deux mille moustiquaires imprégnées d'insecticides à l'hôpital universitaire de Juba, la capitale sud-soudanaise, avant la saison des pluies.

« Ces moustiquaires permettront aux patients hospitalisés d'éviter les piqûres de moustiques pendant leur séjour, ce qui réduira fortement le risque d'aggravation du paludisme et la mortalité liée à cette maladie », a déclaré le directeur général de l'hôpital, Anthony-Lupai.

En Centrafrique, Wang Baoxiang, chef de l'équipe médicale chinoise travaillant à l'hôpital de l'amitié de Bangui, a indiqué que le paludisme était courant dans le pays et que son équipe accueillait plus d'une douzaine de patients par jour, dont beaucoup souffraient de manière récurrente de la maladie.

Wang Baoxiang a expliqué que son équipe identifie les patients atteints de paludisme, grâce à des tests de détection du plasmodium, et utilise une thérapie combinée à base d'ar-

témisinine, qui s'est avérée efficace pour soigner la grande majorité des patients.

Découverte expérimentalement par des équipes de recherche chinoises, dans les années 1970, l'artémisinine a apporté une contribution majeure à la lutte mondiale contre le paludisme, quelque 240 millions de personnes en Afrique subsaharienne bénéficiant des thérapies combinées à base d'artémisinine.

Signalons que des projets antipaludiques ont été mis en place avec l'aide de la Chine dans différents pays africains, tels que les Comores et Sao Tomé-et-Principe, en vue de réduire l'incidence du paludisme dans ces régions. En utilisant des thérapies combinées à base d'artémisinine, la Chine a pu contribuer à l'atteinte des objectifs d'élimination du paludisme dans ces pays.

La Chine a également développé une approche efficace de lutte contre le paludisme, appelée « 1-3-7 », qui est recommandée et mise en œuvre à l'échelle mondiale par l'OMS. Cette approche consiste à no-

tifier les cas dans un délai d'un jour, à les examiner dans les trois jours et à enquêter sur les foyers dans les sept jours suivant la détection.

L'Afrique concentre 95% de cas enregistrés au monde

En marge de la célébration, le 25 avril, de la Journée mondiale du paludisme, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a publié son rapport 2022 sur la malaria.

Dans son rapport 2022, l'OMS a révélé que deux cent quarante-sept millions de nouveaux cas de paludisme (malaria) dont six cent dix-neuf mille décès ont été enregistrés en 2021 à travers le monde. Et 95% de ces cas sont dans la région africaine. L'OMS constate que le déficit d'investissement dans la lutte contre la malaria s'est accentué au cours des trois dernières années, passant de 2,6 milliards de dollars US en 2019 à 3,5 milliards en 2020, puis à 3,8 milliards en 2021.

Pour l'OMS, « il est capital dans cet environnement de mieux utiliser les fonds disponibles, notamment en

faisant bénéficier le financement aux personnes les plus vulnérables qui sont moins en mesure d'accéder aux services et sont le plus durement touchées quand elles tombent malades ».

Par ailleurs, l'agence mondiale encourage dans le même rapport les pays les plus touchés et les partenaires à mettre en œuvre les outils et les stratégies qu'elle a recommandés et qui sont disponibles actuellement pour toutes les personnes exposées au paludisme. Le recours aux moustiquaires imprégnées compte parmi ces outils et stratégies. Dans la campagne qu'elle va mener cette année en rapport avec la Journée mondiale du paludisme, l'Organisation mondiale de la santé insistera sur la stratégie de mise en œuvre ainsi que sur l'importance cruciale d'atteindre la population marginalisée.

La Journée mondiale du paludisme a été célébrée cette année sur le thème « Zéro cas de paludisme : investir, innover, mettre en œuvre ».

Yvette Reine Nzaba

RGPH5

Le chef de l'État a rempli sa fiche de recensement

C'est à Pointe-Noire où il est en séjour de travail depuis le 24 avril que le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a reçu une équipe des agents recenseurs conduite par le directeur général de l'Institut national de la statistique, Gaspard Symphorien Mbou Likibi. Le président de la République a rempli sa fiche de recensement en compagnie de son épouse, Antoinette Sassou N'Guesso, accomplissant ainsi son devoir de citoyen.

Pour la ministre du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka Babackas, présente sur les lieux, l'acte posé par le chef de l'État dans la deuxième ville du Congo a beau avoir un caractère exception-

nel du fait qu'il réside à Brazzaville, capitale politique et administrative, témoigne bien de l'intérêt qu'il accorde à ce processus déterminant pour la mobilisation des données de gestion fiables des ressources



Le président de la République remplissant sa fiche de recensement. Adiac

économiques, sociales, culturelles et politiques du pays. Lancé officiellement ce 25 avril, le cinquième recensement général de la population et de l'habitation (RGPH) se poursuivra jusqu'au 24 mai. Le dernier RGPH remonte à 2007.

Les Dépêches de Brazzaville



MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL
PROJET D'APPUI AU RESEAU DES CENTRES D'EDUCATION, DE FORMATION ET D'APPRENTISSAGE (ARCEFA)



LA CELLULE POMO-CEFA

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET NATIONAL OUVERT METP/ARCEFA/2023 PRE SELECTION DES ENTREPRISES CHARGEES DES TRAVAUX DE REHABILITATION DES CEFA EXISTANTS ET DE LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU CEFA DES METIERS RURAUX DE BOKO

Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement de l'Agence Française de Développement (AFD) pour la mise en œuvre du Projet d'Appui au Réseau des Centres d'Éducation, de Formation et d'Apprentissage (ARCEFA), dont une partie est allouée pour les travaux de réhabilitation des CEFA existants et à la construction d'un nouveau CEFA des métiers ruraux à Boko.

Pour la mise en œuvre de ce programme évoqué ci-dessus, le Ministère de l'Enseignement Technique et Professionnel (METP) invite, par le présent Avis à Manifestation d'Intérêt National Ouvert, les entreprises intéressées et remplissant les conditions requises, à présenter une soumission composée des dossiers ci-dessous :

- o Dossier de présentation des activités réalisées avec au moins deux (02) réalisations similaires ;
- o Dossier fiscal à jour de l'entreprise.

La cellule POMO-CEFA invite par conséquent, les entreprises intéressées à manifester leur intérêt à fournir les documents décrits ci-dessus. Ceux-ci doivent fournir les informations indiquant les capacités

Convention de financement N° CCG 1123 01Y techniques à exécuter les travaux sollicités notamment, les références concernant l'exécution de contrats analogues, les expériences antérieures pertinentes dans les conditions semblables, etc. Sur cette base, une liste restreinte des entreprises ayant les qualifications requises sera établie.

Les entreprises intéressées peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse indiquée ci-dessous, les jours ouvrables de 9h 00 à 14h 00.

Les dossiers de soumission doivent être adressés, au plus tard le 18 Mai 2023, à 14 H00, heure locale en République du Congo sous pli fermé, à l'adresse suivante, avec mention « Avis à Manifestation National Ouvert METP/ARCEFA/2023 en vue de Présélection des entreprises chargées des travaux de réhabilitation des CEFA existants et de la construction du nouveau CEFA des métiers ruraux de Boko » :

- Pour les informations administratives

LA CELLULE POMO-CEFA
Sis Impasse entre le Lycée Technique Commercial et le Lycée Technique Industriel 1e mai

CEFA des Métiers de Bâtiment, Froid et Climatisation
Brazzaville – République du Congo

Contacts :

M. Michel MOUANGA

Coordonnateur de la Cellule POMO-CEFA
Secrétariat : +242 06 6566386 / 056266094
Email : projetarcefa@gmail.com ; michelmouanga55@gmail.com

M. Thierry MAURY

Expertise France
Secrétariat : +242 06 6566386 / 056266094
Email : thierry.maury@expertisefrance.fr

Les soumissions reçues après le délai fixé seront rejetées. Celles reçues dans le délai seront recevables et analysées par le Projet ARCEFA. Seules les entreprises répondant au profil du maître d'ouvrage et ayant leur fisc à jour recevront une notification sur la demande de proposition.

Pour la cellule POMO-CEFA
Le Coordonnateur
MICHEL MOUANGA

PROTECTION DES CONSOMMATEURS

L'O2CD Congo et Indecosa- CGT France liés par un partenariat

L'Observatoire congolais des droits des consommateurs (O2CD) et la plateforme Indecosa CGT- France vont militer ensemble pour la protection des droits des consommateurs. Un mémorandum d'accord a été signé récemment entre le secrétaire exécutif de l'O2CD, Mermans Babounga Ngondo, et le représentant de l'Indecosa CGT- France, François Bilem.

Les deux plateformes partenaires s'engagent à promouvoir les droits et l'autonomisation des citoyens dans le domaine de la politique des consommateurs et des usagers. Elles entendent développer des stratégies communes pour une meilleure participation des citoyens aux politiques locales, nationales et internationales. Dans ce sens, l'O2CD et l'Indecosa-CGT mutualiseront leurs efforts dans le développement des politiques liées à la consommation et à l'engagement citoyen aux débats et aux consultations menées dans ce cadre.

Cet accord engage les plateformes à identifier les acteurs des organismes publics et privés intéressés à promouvoir leurs initiatives. Elles sont disposées à « répondre aux appels à projets offerts dans le cadre de l'Agence française de développement, de l'Union européenne, de l'Union africaine ou de tout autre organisme d'appui au développement des



initiatives des organisations de la société civile visant singulièrement le développement des droits des consommateurs, dans la mesure de leurs moyens et en respect de leurs valeurs », précise l'accord de

partenariat.

Il s'agit d'un véritable cadre de partage d'expériences et d'informations, puisqu'une partie peut inviter l'autre à participer à ses principaux événements/initiatives. À propos, une délégation d'Indecosa-CGT France

a participé, du 18 au 20 avril dernier, à Brazzaville, au forum sur les droits des usagers de santé organisé par l'O2CD. Deux de ses membres devront se rendre prochainement en

France, fin 2023 – début 2024, pour une session de formation initiée par Indecosa CGT. La future rencontre sera l'occasion pour les deux parties de construire des éléments communs concernant les usagers de santé, leurs droits et leurs capacités d'expression.

Créé en décembre 2010 à Brazzaville, avec des antennes à Pointe-Noire, Dolisie et Ouesso, l'O2CD vient de s'allier à un partenaire de poids. L'Indecosa-CGT est née en octobre 1979 d'une volonté de la Confédération générale du travail de France (CGT) de se doter de moyens nouveaux pour agir dans les domaines de la consommation, de l'environnement et du cadre de vie. Les interventions de la CGT sur les enjeux de consommation remontent à plus d'un siècle. En 2019, l'Indecosa-CGT a mené une vaste étude sur la présence de phtalates (chimiques) dans les produits d'intérieur, conjointement avec l'association lituanienne. Cette étude a débouché

ENTREPRENEURIAT

La start-up Gold Banana Petrus revalorise bananes et maïs locaux

Dans le secteur de l'agro-industrie, la start-up Gold Banana Petrus s'attèle à redonner de la valeur ajoutée aux bananes et aux maïs afin d'augmenter la production locale, a affirmé Gloire Nsoko, promotrice du projet, à l'issue d'un entretien avec une délégation de la Fondation Telema, conduite à Pointe-Noire par son secrétaire général, Jesse Franck Goma.

Les bananes et les maïs produits localement ont une courte durée de vie. Selon les modes de conservation naturelle, la banane peut résister une à deux semaines et le maïs jusqu'à six mois. En revanche, transformés industriellement, les deux produits restent comestibles entre six mois, un an et plus.

« Nous avons postulé à la Fondation Telema en vue de promouvoir notre entreprise et obtenir une subvention pour pouvoir développer notre capacité de production. La vision de la start-up Gold Banana Petrus est de revaloriser tous les produits locaux de l'agriculture et inonder d'abord le marché local puis le marché international », a déclaré Gloire Nsoko, émue à l'issue d'une visite des installations de sa firme par la délégation de la Fondation Telema.

La jeune entrepreneure et

son équipe redonnent une seconde vie à ces aliments en les transformant en bouillie, couscous ou aliment de bétail. Un projet qui participe à la lutte contre le gaspillage alimentaire et s'intègre dans les

« Seul on ne peut bien faire, ensemble on va plus loin. Fixer des objectifs et les atteindre, c'est très bien... »

objectifs de développement durable (ODD), notamment l'ODD 2 faim « zéro » et l'ODD 12 consommation et production responsables.

Afin d'impulser leurs actions

et services ainsi que de réduire l'oisiveté juvénile, la start-up Gold Banana Petrus emploie douze journaliers, deux administrateurs et cinq agents commerciaux. Mais elle peine encore à sécuriser ses approvisionnements, à acquérir un matériel de travail adéquat, à avoir un moyen de transport pour mieux assurer la distribution de ses produits, à obtenir un fonds de garantie pour le paiement de son personnel et à tisser plus de contacts avec les chefs cuisiniers.

Très impressionné par l'initiative de la start-up, le secrétaire général de la Fondation Telema, Jesse Franck Goma, a indiqué : « Seul on ne peut bien faire, ensemble on va plus loin. Fixer des objectifs et les atteindre, c'est très bien... »

Signalons que les cultures du bananier et du maïs sont répandues dans les zones tropicales de l'Afrique, de l'Amérique latine et de l'Asie du

TECHNOLOGIES

Point Sys ouvre une salle de formation d'élite à Brazzaville

Spécialisée dans les technologies de la communication, la société Point Sys a ouvert, le 21 avril dernier, une salle de formation en informatique spécialisée en plein cœur de la capitale congolaise.



Le responsable de Point Sys, Eric Cabrillac au centre lors de l'ouverture de la salle de formation/Adiac

Les apprenants seront formés sur les sujets pointus tels la programmation orientée objet, la cyber sécurité, le développement des applications robotiques, l'optimisation du référencement des sites internet, l'administration web, les bases de données SQL.

Les formations seront effectuées à base du matériel de pointe jusqu'à l'utilisation d'écran tactile pour les cours. La salle de formation est dotée d'une connexion fibre pour l'internet et d'une autonomie énergétique pour l'électricité.

La société Point Sys est implantée depuis 2006 au Congo où elle fait partie des acteurs de l'écosystème numérique du pays. Avec cette salle de formation, elle participe à la formation des Congolais dans un domaine aussi spécialisé.

Membre du Club Congo France Numérique, Point Sys œuvre dans le déploiement des nouvelles technologies.

Christian Brice Elion

SANTÉ

Le dopage détruit la carrière des athlètes

Plusieurs dirigeants des clubs et des organisations sportives participent, du 25 au 27 avril, à Kinkala, chef-lieu du département du Pool, à un séminaire de formation des encadreurs sportifs dans la lutte antidopage.

A l'initiative de l'Association des anciens de Diables noirs handball (ADNHA), le séminaire est organisé en partenariat avec la commission nationale congolaise pour l'Unesco. Ce moment de partage d'expériences ainsi que du donner et du recevoir permet aux participants issus des fédérations sportives nationales et de la direction départementale des sports du Pool de s'imprégner de la notion du dopage ainsi que de ses conséquences néfastes sur la carrière des athlètes.

Selon le président de l'ADNHA, Dieudonné Bonazebi, ce séminaire se tient au moment où la question du dopage gangrène la vie des sportifs. « Ce séminaire doit être pour nous une occasion salutaire qui nous permettra de comprendre et de parler le même langage. Nous devons avoir un nombre suffisant des dirigeants sportifs qui pourront changer le com-



Les participants au séminaire/Adiac

portement moral et psychique de nos athlètes lors des grandes compétitions », a-t-il indiqué.

Pour sa part, le secrétaire général adjoint de la commission nationale congolaise pour l'Unesco, Gervais Ndokekia, a rappelé le rôle de cette agence onusienne

dans l'accompagnement des sportifs dans la vie sociale. Il a estimé qu'à travers ce séminaire, les sportifs pourront éviter la pratique du dopage en se donnant au travail afin de garantir des résultats satisfaisants, tout en sauvegardant leur santé physique et

morale

Durant les trois jours de renforcement des capacités, les participants au séminaire vont échanger sur plusieurs thèmes ayant trait à la notion du dopage dans son ensemble.

Le premier jour, deux thèmes

étaient au programme. Le président du Comité national de lutte anti dopage, Auguste Etsala, a développé le thème sur la lutte et organisation antidopage. Juste après, le Dr Jacques Ngounimba a expliqué l'impact du dopage.

Le 26 avril, le Dr Rock Yvon Alongo a informé les participants sur le contrôle antidopage avant que le Dr Ngounimba ne retrace le lien entre la lutte antidopage et les organisations sportives. Le dernier jour sera consacré à mettre en exergue, par Auguste Etsala et Carine Moussima, l'apport de l'Unesco.

Notons que ce séminaire a été ouvert par la secrétaire du département du Pool, Emma Berthe Bassinga Nganzali. Au nom du préfet, elle a invité les participants à plus d'abnégation et à prendre conscience des conséquences négatives du dopage.

Rude Ngoma

ODD

Le Congo amorce une étape importante de son adhésion à l'Alliance 8.7

L'atelier d'identification des priorités stratégiques pour atteindre la cible 8.7 des Objectifs de développement durable (ODD), qui se déroule les 26 et 27 avril, à Brazzaville, vise, entre autres, à élaborer la feuille de route identifiant les principales priorités, les domaines d'intervention et les résultats stratégiques, avec des repères annuels et les ressources nécessaires.



Les participants/DR

Organisé par le ministère de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale en partenariat avec les agences du système des Nations unies, l'atelier regroupe les membres du gouvernement et des institutions, les représentants des organisations patronales et des travailleurs, les membres de la société civile dans le but de lutter contre la traite des personnes, l'esclavage moderne, le travail forcé ainsi que les pires formes de travail des enfants. Présentant l'atelier, le directeur général du Travail, Joseph Akondzo Nguiambo, a souligné la nécessité de maintenir les synergies déjà créées et de veiller à la croissance d'une coalition nationale contre les phénomènes susmentionnés.

« Les différentes présentations

qui seront faites par les acteurs étatiques, institutionnels et de la société civile, permettront, à travers différents points de vue, d'édifier les participants sur la réalité congolaise en matière de lutte contre la traite des personnes, l'esclavage moderne, le travail forcé et les pires formes de travail des enfants ; les projets réalisés, les défis ainsi que les opportunités susceptibles d'être saisies », a-t-il déclaré.

En effet, cet atelier offre aux parties prenantes l'occasion de développer une compréhension commune de l'Alliance 8.7 autour des concepts pays pionniers, travail des enfants, traite des personnes, esclavage moderne et travail forcé. Il s'agit également d'examiner les progrès réalisés par le Congo

dans la lutte contre ces fléaux, y compris les plans d'action et les politiques nationales existants ; de mettre en cohérence les actions en matière des enfants, de la traite, de l'esclavage moderne et de travail forcé ; d'obtenir des parties prenantes des engagements renouvelés pour continuer à collaborer et à se coordonner pour rendre l'Alliance opérationnelle.

« Une véritable opportunité pour aller plus loin, plus rapidement... »

Le coordonnateur résident du système des Nations unies au Congo, Chris Mburu, a rappelé que l'adhésion du Congo à l'Alliance 8.7, comme pays pionnier en vue d'accélérer la prise de

mesures immédiates et efficaces pour réduire le travail forcé, mettra fin à l'esclavage moderne et à la traite d'êtres humains. Interdire et éliminer les pires formes de travail des enfants, y compris l'utilisation d'enfants soldats, fut une bonne décision. « Les résultats de cet atelier et la mise en œuvre de son plan d'action futur permettront d'harmoniser les interventions et contribuer de manière effective à l'agenda du travail décent au Congo, à travers l'application des normes internationales du travail, notamment la Convention en lien avec le travail des enfants », a-t-il souligné. Il a précisé que le Congo montre, à travers l'organisation de cet atelier, sa détermination à mettre en œuvre le plan d'action après être inscrit sur la liste des pays pionniers de l'Alliance 8.7.

Il s'agit, pour lui, d'une preuve éloquent de la ferme volonté des autorités congolaises d'aller au plus vite et plus loin pour atteindre les ODD à l'horizon 2030. Le ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale, Firmin Ayessa, de son côté, a rappelé que cet atelier est la première phase importante de l'adhésion du Congo au statut de « pays pionniers » à l'Alliance 8.7 dont la demande a été formulée le 19 novembre 2022. D'après lui, l'ad-

hésion du Congo, qui a ratifié plusieurs instruments internationaux visant l'éradication ou la prévention de la traite des personnes, l'esclavage moderne, le travail forcé et les pires formes de travail des enfants, se présente comme une véritable opportunité pour aller plus loin, plus rapidement...

« Le gouvernement sera fier de porter la feuille de route qui sortira de cet atelier devant les instances habilitées de l'Alliance 8.7, mais aussi devant l'Organisation mondiale du travail, notamment à la 111e session de la conférence internationale du travail, prévue du 6 au 16 juin 2023, à Genève, en Suisse », a laissé entendre le ministre d'Etat. Firmin Ayessa pense que la mise en place, dans les prochains mois, de la loi actualisant la Caisse d'assurance maladie universelle permettra une protection plus efficace de l'enfant, des jeunes et de la femme, souvent victimes de ces cas. « En conformité avec les exigences de l'Alliance 8.7, cet atelier, nous l'avons voulu plus inclusif possible, réunissant ainsi toutes les parties prenantes à la lutte contre la traite des personnes, l'esclavage moderne, le travail forcé et les pires formes de travail des enfants... », a-t-il conclu.

Parfait Wilfried Douniama

3^e CONCOURS INTERNATIONAL DES « CHOCOLATS ÉLABORÉS À L'ORIGINE »

La Côte d'Ivoire remporte cinq prix à Paris

L'Agence pour la valorisation des produits agricoles (AVPA), pour son troisième concours international des « Chocolats élaborés à l'origine », distingue, entre autres, les artisans et maîtres chocolatiers ivoiriens.

Le jury du concours organisé par l'AVPA, composé de professionnels de la filière, de grands chefs cuisiniers, dont certains étoilés, et d'amateurs éclairés, a livré ses résultats 2023, le 25 avril, à Paris. Le maître chocolatier Viviane Kouamé, de Chocovi, remporte trois médailles : le Gourmet d'or, la plus haute distinction avec son chocolat au lait cru de cacao; un Gourmet d'argent avec son chocolat noir avec adjuvants (vanille); et un Gourmet de bronze pour son chocolat noir fantaisie. Son compatriote, Axel Emmanuel Gbaou, remporte, lui, deux médailles : un Gourmet d'argent pour son chocolat au lait fantaisie et un Gourmet de bronze pour son chocolat noir Fantaisie.

La Société coopérative farmers solidarity du Loh Djiboua, avec son chocolat noir cacao 70%, reçoit une médaille produit Gourmet de Paris, la distinction remise à tous les chocolats sélectionnés pour le concours. Au-delà du savoir-faire de ces artisans et maîtres chocolatiers ivoiriens, c'est la qualité du ca-



cao de Côte d'Ivoire, et donc aussi le travail de ses producteurs, qui sont ainsi reconnus à l'international, parmi près de 200 chocolats d'exception, répartis dans quelques vingt pays

sur quatre continents, qui ont été offerts à la dégustation. Particulièrement émue, Viviane Kouamé n'a réussi à adresser ses remerciements qu'en ces simples termes : «

Merci beaucoup à tous ceux qui m'ont soutenue et qui ont cru en moi... Merci au conseil du café-cacao ».

Marie Alfred Ngoma

Me Viviane Kouamé, Gourmet d'or 2023

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

France, 32^e journée, 2^e division Dilane Bakwa est entré à la 69^e lors du large succès de Bordeaux face à Grenoble (3-0). Un succès qui permet aux Girondins de reprendre la deuxième place au FC Metz.

France, 30^e journée, 3^e division Fin de série pour Dunkerque, battu à Martignes après sept défaites consécutives. Alain Ipiélé, titulaire, a été remplacé à la 65^e juste après l'unique but du match.

L'US est 3^e avec 52 points, avec 3 points de retard sur Martignes et Concarneau, et 1 longueur d'avance sur le Red Star, quatrième. Géorgie, 10^e journée, 1^{re} division

Deuxième défaite de rang pour le Dinamo Tbilissi, battu à domicile par Dila Gori (1-2). Francis Nzaba est resté sur le banc alors que Romaric Etou était titulaire en défense centrale.

Le Dinamo a perdu sa place au profit de Batumi. Dila Gori est 6^e avec 14 points.

Camille Delourme

VIVRE ET INVESTIR
À POINTE-NOIRE

Vente de quatre parcelles jumellées à Tchimbamba
Contact : Tél. 06 666 68 40

Groupe Yannick recherche :
Un administrateur, comptable, un chauffeur de véhicule, APS (agent de sécurité), et maître chien, secrétaire, conducteur moto.
Adresse : 2549 rue Charles des faucault Centre-ville, face résidence Marina
Tél : 06 498 15 00

UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr



REMERCIEMENTS

Très touchées par les marques de sympathie dont elles ont été l'objet lors du décès de leur regretté fils, frère, père, oncle, grand-père, arrière-grand-père et chef de famille Jean Lacconghot Elenga Okouéré, survenu le 13 avril 2023, à Brazzaville, et de l'organisation de ses obsèques le 22 avril dans la sous-préfecture d'Ongoni, département des Plateaux, les familles paternelles (Oyah, Pouma) et maternelles (Nguilika, Oboulangah, Obala, Ikombi) remercient parents, amis et connaissances qui les ont assistés et soutenus moralement et financièrement pendant cette douloureuse épreuve.

Aussi, toutes ces familles vous en seront très affectueusement et vous embrassent très affectueusement.



NÉCROLOGIE

Alex Ossoka Pongui et les enfants Beno ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur beau-père et père Richard Beno, survenu le 17 avril 2023.

Le deuil se tient au n° 131 de la rue Okoyo. (Rfce: Arrêt rue Ndolo), avenue Manhattan.

Le programme et la date des obsèques seront communiqués ultérieurement.



PROJET PHOSPHATE

600 millions de dollars pour la réalisation

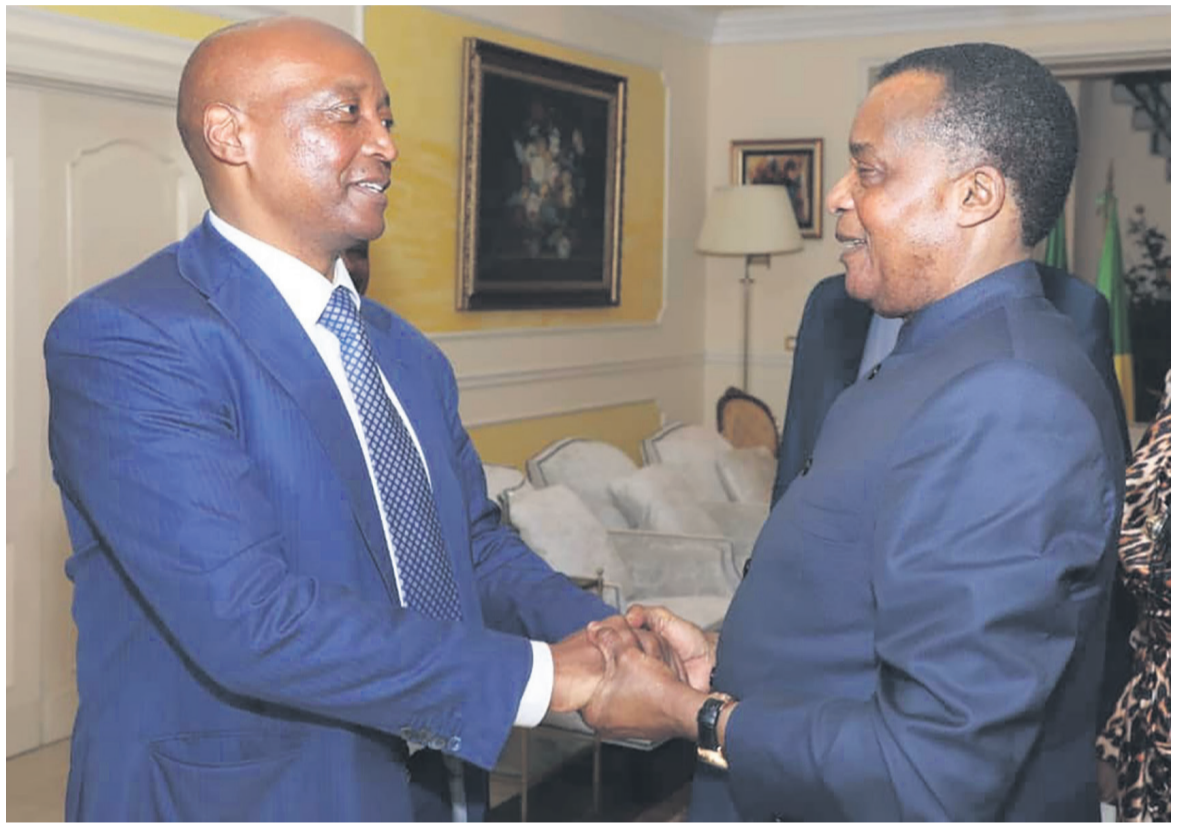
Une délégation d'investisseurs, conduite par l'homme d'affaires sud-africain, Patrice Motsepe, a été reçue en audience le 25 avril, à Pointe-Noire, par le président Denis Sassou N'Guesso. Les deux parties ont échangé sur l'évolution du projet d'investissement de phosphate à réaliser au Congo.

« Nous sommes venus pour donner plus d'informations sur le travail que nous sommes en train d'effectuer dans le cadre du projet que nous avons au Congo. L'idée est de renseigner le président sur la qualité du phosphate congolais et de sa mise en valeur. Nous allons apporter 600 millions de dollars en termes d'investissement pour ce projet de phosphate. Aussi, nous reviendrons très rapidement car nous voulons que ce projet pilote progresse vite afin que nous avancions au bon rythme dans celui-ci », a déclaré Patrice Motsepe, à l'issue de l'audience avec le président Denis Sassou N'Guesso.

Selon l'homme d'affaires sud-africain, l'ambition phare est de tenir le pari afin que le projet se réalise le plus rapidement que possible. « Nous allons très vite revenir pour rendre compte au président et au ministre au fur et à mesure que le projet évolue. Notre présence à Pointe-Noire est également une occasion pour nous de voir le projet magnifique qui a été lancé entre le gouvernement congolais et Eni pour savoir que notre projet va acheter une partie d'électricité d'énergie », a-t-il ajouté.

Patrice Motsepe est le fondateur de la société African Rainbow Minerals et en même temps le président exécutif.

Gloria Imelda Lossele



Patrice Motsepe saluant le chef de l'Etat congolais/DR

INFRASTRUCTURES

La SNPC va se doter d'un nouveau siège à Pointe-Noire

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a posé, le 26 avril dans la capitale économique, la première pierre de construction du futur siège de la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC).

L'ouvrage sera construit sur une superficie d'environ 10 000 m² sur l'avenue Moe Telli, au quartier Plateau-ville, dans le premier arrondissement, Emery-Patrice-Lumumba. Il s'inscrit dans le cadre de la célébration du centenaire de la ville de Pointe-Noire et du 25^e anniversaire de la création de la SNPC. L'immeuble de 16 étages sera composé des bureaux, salle de conférence, auditorium de 528 places, restaurant, cinq ascenseurs, deux monte-charges, parking souterrain, parking extérieur, salle de sport, des salles polyvalentes.

La tour de la SNPC sera construite dans le respect des normes de sécurité exigées au niveau international, notamment la sécurité incendie, la détection, l'extinction, le compartiment automatique et le désenfumage, la possibilité d'évacuation rapide, le contrôle d'accès, la vidéo surveillance. Après un quart de siècle d'existence, il est de bon aloi pour la

SNPC d'avoir un siège social géant digne de ce nom, reflétant son image. Le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, a donné le coup d'envoi de ce chantier en présence des membres du gouvernement, des autorités politico-administratives départementales et d'autres personnalités.

« La pose de la première pierre est bien plus qu'une cérémonie symbolique, c'est un acte qui épouse à tous égards les contours d'élan imprimés par votre volonté de bâtisseur.

Cet ouvrage, en pleine ville de Pointe-Noire, premier lieu des opérations pétrolières en République du Congo, permettra à notre société de disposer d'un cadre de travail idéal, à la hauteur de ses ambitions », a indiqué le directeur général de la SNPC, Maixent Raoul Ominga. Entreprise étatique, la SNPC est un acteur majeur du secteur pétrolier national et joue un rôle important dans le paysage économique du Congo. Pour le ministre des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard

Itoua, la construction de cet immeuble marque le début d'une ère nouvelle pour cette société qui représente le premier groupe public des sociétés appartenant à l'Etat congolais.

« La transition énergétique impose donc à nos pays de se prendre de plus en plus et de mieux en mieux en charge, notamment à travers nos compagnies pétrolières et gazières nationales. Celle-ci impose des nouveaux enjeux, des intel-

ligences nouvelles, encore plus d'expertises et de compétences... Dans le domaine énergétique, notre ambition à tous est celle de faire de la SNPC une véritable société énergétique qui doit contribuer non seulement à sa prospérité économique mais aussi à celle du pays », a-t-il déclaré.

Le début des travaux du futur siège de la SNPC est prévu en juin prochain pour une durée de vingt-quatre mois. L'entreprise chargée de la construction de l'édifice est la société turque Centurion Partners Sarl. Créée le 23 avril 1998, la SNPC a la mission de contribuer au développement et à la gestion efficace du patrimoine pétrolier congolais. Elle est également appelée à explorer, exploiter, développer et distribuer les hydrocarbures du pays, en partenariat avec des entreprises internationales.

**Séverin Ibara
et Prosper Mabonzo**

« La transition énergétique impose donc à nos pays de se prendre de plus en plus et de mieux en mieux en charge, notamment à travers nos compagnies pétrolières et gazières nationales. Celle-ci impose des nouveaux enjeux, des intelligences nouvelles, encore plus d'expertises et de compétences... Dans le domaine énergétique, notre ambition à tous est celle de faire de la SNPC une véritable société énergétique qui doit contribuer non seulement à sa prospérité économique mais aussi à celle du pays »